

Comment trouver 32,5 million d'euros par mois ?

Quelques (bonnes) idées pour un gouvernement qui en manque.

Mesure	Nombre de personnes concernées	Part moyenne de leur revenu	Montant total par mois
Baisser les APL de 5 euros par mois	6,5 millions de bénéficiaires dont 98 % ont un niveau de vie moyen inférieur à 15000 € / an	0,40%	32,5 millions d'€
Prélèvement de 12 € par mois sur les 10 % les plus riches en revenus	2,7 millions de personnes gagnant plus de 61 000 € par an (111 000 € en moyenne)	0,13%	32,4 millions d'€
Prélèvement de 121 € par mois sur les 1 % les plus riches en revenus	267 257 personnes gagnant plus de 162 400 € par an (359 290 € en moyenne)	0,40%	32,3 millions d'€
Prélèvement de 0,07 % /an sur le patrimoine des 500 plus grandes fortunes	500 personnes disposant de 570 milliards de patrimoine	0,07 % de leur patrimoine	33,2 millions d'€
Réduire le coût du CICE (22,7 milliards en 2017) de 0,017 % par an	Les entreprises bénéficiaires	n.d.	32,5 millions d'€
Extension de la TTF française aux opérations intraday	Les traders et boursicoteurs	n.d.	Environ 500 millions d'€ / an Soit 41 millions d'€ / mois
Abandonner le projet de deuxième autoroute parallèle entre Lyon et Saint-Etienne, l'A45	Budget de l'Etat	n.a.	400 millions d'€ au total, soit 33,3 millions d'€ par mois sur 12 mois

Réalisé par Maxime Combes, économiste, auteur de Sortons de l'âge des fossiles ! Manifeste pour la transition (éd. du Seuil, Anthropocène).

Communiqué confédéral CGT

Le gouvernement a annoncé la semaine dernière vouloir baisser le montant des aides au logement (APL, ALF et ALS) de 5 euros mensuels.

Si Cette décision se mettait en place, elle impacterait 6,5 millions de ménages dont 800 000 étudiants et aurait des conséquences néfastes sur leur pouvoir d'achat. Une fois de plus, le gouvernement s'attaque aux plus démunis pour abonder les caisses de l'Etat de 140 millions d'€.Et ceci au même moment où il annonce une baisse de l'impôt sur la fortune pour les plus riches de 4 milliard d'euros.

Le gouvernement par la voix de Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics a précisé que le logement fait partie des politiques publiques qui doivent gagner en efficacité budgétaire par rapport au niveau de dépenses publiques.

Le logement fait partie des sujets qui selon le 1er ministre doivent être réformés en priorité en 2018. Une loi doit être préparée en ce sens à l'automne. « Faire moins pour faire mieux » est le crédo mis

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

en avant !

Alors que le nombre de mal logés ne cesse de croître, que le niveau des expulsions sans solution de relogement n'a jamais été aussi élevé, que le logement est le 1er poste de dépense des ménages, le gouvernement entend une nouvelle fois rogner sur les droits des citoyens.

- **Il y a urgence à réorienter les choix budgétaires et trouver des financements nouveaux pour le logement social tout en contribuant à l'aide, à l'accession, à la propriété.**
- **Il y a nécessité de réorienter l'aide à la personne vers l'aide à la pierre ce qui permettrait de baisser le niveau des loyers et ainsi améliorer le pouvoir d'achat des citoyens.**

Le décret en Conseil d'Etat consacrant la baisse du montant des aides au logement ne doit pas voir le jour !

Une raison de plus pour se mobiliser fortement le 12 septembre 2017.

Montreuil, le 25 juillet 2017

Public: [Solidarité](#)

[Infos Confédérales](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank